

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 175**10 septembre 2014**

S o m m a i r e**Loi du 27 août 2014 portant approbation**

- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara page **3432**

Loi du 27 août 2014 portant approbation

- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 2 juillet 2014 et celle du Conseil d'Etat du 11 juillet 2014 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Sont approuvés

- les amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
- les réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Communications et des Médias,
Premier Ministre, Ministre d'Etat,*
Xavier Bettel

Château de Berg, le 27 août 2014.
Henri

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*
Jean Asselborn

Doc. parl. 6637; sess. extraord. 2013-2014.

**INSTRUMENTS D'AMENDEMENT
à la Constitution et à la Convention de
l'Union internationale des Télécommunications**

(Genève, 1992)

telles qu'amendées par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994),
par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998)
et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002)

CONSTITUTION DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS*

(Genève, 1992)

PARTIE I

Avant-propos

En vertu et en application des dispositions pertinentes de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002), et notamment des dispositions de son article 55, la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Antalya, 2006) a adopté les amendements ci-après à la Constitution précitée:

CS/Art. 11

Chapitre I – Dispositions de base

Article 11

Secrétariat général

ADD* 73bis

Le Secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

SUP 76**

CS/Art. 13

Chapitre II – Secteur des radiocommunications

Article 13

Conférences des radiocommunications et assemblées des radiocommunications

**MOD 90
PP-98**

2 Les conférences mondiales des radiocommunications sont convoquées normalement tous les trois à quatre ans; cependant, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, une telle conférence peut ne pas être convoquée ou une conférence additionnelle peut être convoquée.

**MOD 91
PP-98**

3 Les assemblées des radiocommunications sont de même normalement convoquées tous les trois à quatre ans et peuvent être associées en lieu et dates aux conférences mondiales des radiocommunications de manière à améliorer l'efficacité et la productivité du Secteur des radiocommunications. Les assemblées des radiocommunications établissent les bases techniques nécessaires aux travaux des conférences mondiales des radiocommunications et donnent suite à toutes les demandes desdites conférences; leurs fonctions sont énoncées dans la Convention.

* Les instruments fondamentaux de l'Union (Constitution et Convention) doivent être considérés comme étant rédigés dans un langage non sexospécifique.

Chapitre V – Autres dispositions relatives au fonctionnement de l'Union*Article 28***Finances de l'Union****MOD 161C****PP-98**

2) Le Secrétaire général informe les Etats Membres et les Membres des Secteurs du montant provisoire de l'unité contributive, déterminé en vertu du numéro 161B ci-dessus, et invite les Etats Membres à lui notifier, au plus tard quatre semaines avant la date fixée pour le début de la Conférence de plénipotentiaires, la classe de contribution qu'ils choisissent provisoirement.

MOD 161E**PP-98 PP-02**

4) Compte tenu du projet de plan financier tel que révisé, la Conférence de plénipotentiaires détermine dès que possible la limite supérieure définitive du montant de l'unité contributive et fixe la date, qui doit être au plus tard le lundi de la dernière semaine de la Conférence de plénipotentiaires, à laquelle les Etats Membres, sur l'invitation du Secrétaire général, doivent avoir annoncé la classe de contribution qu'ils ont définitivement choisie.

*Article 29***Langues****MOD 171**

1) Les langues officielles de l'Union sont: l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

PARTIE II**Date d'entrée en vigueur**

Les amendements contenus dans le présent instrument entreront en vigueur, dans leur totalité et sous la forme d'un seul instrument, le 1^{er} janvier 2008, entre les Etats Membres qui seront alors parties à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent instrument ou d'adhésion à celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé l'original du présent instrument d'amendement à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002).

FAIT à Antalya, le 24 novembre 2006

Pour l'Afghanistan

Baryalai HASSAM

Ajmal AYAN

Pour la République d'Albanie

Arian SINOIMERI

Pour la République algérienne démocratique et populaire

Smail ALLAOUA

Pour la République fédérale d'Allemagne

Wilhelm ESCHWEILER

Pour la Principauté d'Andorre

Jaume SALVAT FONT

Pour la République d'Angola

Virgilio Marques DE FARIA

Pour le Royaume d'Arabie saoudite

Mohammed Jamil A. MULLA

Fareed Y. KHASHOGGI

Sami AL-BASHEER

Habeeb K. AL-SHANKITI

Pour la République Argentine

Sergio SCARABINO

Antonio Ermeste CRISTIANI

Juan Facundo FERNÁNDEZ BEGNI

Pour la République d'Arménie

Albert NALBANDIAN

Pour l'Australie

Colin Lawrence OLIVER

Jason Campbell ASHURST

Pour l'Autriche

Christian SINGER

Susanna WÖLFER

Pour la République Azerbaïdjanaise

Ali ABBASOV

Ayaz BAYRAMOV

Pour le Royaume de Bahreïn

S.M. Bin Khalifa AL-KHALIFA

Pour la République populaire de Bangladesh

Rezakul HAIDER

Pour la Barbade

Natalie BURKE

Pour la République du Bélarus

Ivan RAK

Pour la Belgique

Guido POUILLON

Pour la République du Bénin

Chabi Boubakar O. ABOUBAKAR

Pour le Royaume du Bhoutan

Tenzin CHHOEDA

Pour la Bosnie-Herzégovine

Zeljko KNEZEVIC

Pour la République du Botswana

Cuthbert M. LEKAUKAU

Mphoeng Oabitsa TAMASIGA

Tebogo TAU

Tshoganetsa KEPALETSE

Aaron T. NYELES

Pour la République fédérative du Brésil

Plínio de Aguiar JÚNIOR

João Carlos Fagundes ALBERNAZ

Pour Brunéi Darussalam

Hairul Mohd Daud ABDUL KARIM

Pour la République de Bulgarie

Dimitar STANCHEV

Petko KANTCHEV

Pour le Burkina Faso

Jacques A. LOUARI

Pour la République du Burundi

Marie Goreth NIZIGAMA

Pour le Royaume du Cambodge

Narath LAR

Pour la République du Cameroun

Ismaila MOUCHILI

Jean Pierre BIYIT BI ESSAM

Pour le Canada

Bruce A. GRACIE

William R. GRAHAM

Pour la République du Cap-Vert

David GOMES

Pour la République Centrafricaine

Valeri SAI

Justin GOURNA-ZACKO

Pour le Chili

Gonzalo Navarro CABRERA

Pour la République populaire de Chine

Yonghong ZHAO

Pour la République de Chypre

Georgios KOMODROMOS

Antonis ANTONIADES

Pour l'Etat de la Cité du Vatican

Sandro PIERVENANZI

Pour la République du Colombie

Joaquín Gabriel RESTREPO

Franklin Merchán CALDERÓN

Pour l'Union des Comores

Ali Mohamed ABDALLAH

Ahmed ABDOU

Pour la République du Congo

AKOUALA

Pour la République de Corée

Seong-Chul KANG

Pour Costa Rica

Pedro Pablo Quirós CORTÉS

Pour la République de Côte d'Ivoire

Jean-Baptiste YAO KOUAKOU

Alexis KOFFI KOUMAN

Felix NANIHIO

Pour la République de Croatie

Drazen BREGLEC

Kreso ANTONOVIC

Pour Cuba

Ramón Linares TORRES
Carlos Martínez ALBUERNE
Edgar Oramos CRESPO

Pour le Danemark

Henrik KJAER
Kirsten BAK
Lasse Hom GROENNING

Pour la République Dominicaine

Claudia ACRA

Pour la République arabe d’Egypte

Amr HASHEM

Pour la République d’El Salvador

Miguel Ángel ALCÁINE
Saúl Vasquez GONZÁLEZ

Pour les Emirats arabes unis

Tariq AL AWADHI
Abdulrida ASKER
Abdulaziz BAWAZEER

Pour l’Equateur

Jose Vivanco ARIAS
Germán CÉLLERI

Pour l’Espagne

Luis Sanz GADEA
Blanca GONZÁLEZ GONZÁLEZ
Manuel ZARAGOZA MIFSUD

Pour la République d’Estonie

Tonu NIRK

Pour les Etats-Unis d’Amérique

David A. GROSS
Richard C. BEAIRD

Pour la République fédérale démocratique d’Ethiopie

Mulatu TESHOME

Pour la Fédération de Russie

Leonid D. REIMAN

Pour la Finlande

Olli MATTILA

Pour la France

Gilles CHOURAQUI

Pour la République Gabonaise

Clotaire ELANGMANE
William MOUNGALA
Stanislas OKOUMA LEKHOUYI
Jacques EDANE NKWELE
Fabien MBENG EKHOGA
Roger Yves GRANDDET
Jean-Jacques MASSIMA-LANDJI

Pour le Ghana

Benjamin Aggery NTIM

Pour la Grèce

Nissim BENMAYOR

Vassilis CASSAPOGLOU

Pour la République du Guatemala

Oscar Chinchilla GUZMÁN

Ibrahima Kenda SOUARE

Habib TALL

Pour la République de Guinée

Alpha Oumar BALDE

Mamadou Dioulde SOW

Mohamed SYLLA

Abdoulaye KEBE

Pour la République de Guinée équatoriale

Melchor EFUA MOKUY

Pour la République du Honduras

Jose Miguel PAZ IZAGUIRRE

Pour la République de Hongrie

Ferenc HORVATH

Peter VÁRI

Pour la République de l'Inde

P.K. GARG

Ashok CHANDRA

Ashok KUMAR

R.N. JHA

Pour la République d'Indonésie

Ikhsan BAIDIRUS

Pour la République islamique d'Iran

Ahmad POURANGNIA

Pour la République d'Iraq

Mohammed Salman AL-HAMADANY

Weqar Ali ZEIN

Pour l'Irlande

Caoimhín SMITH

Pour l'Islande

Ari JOHANNSSON

Pour l'Etat d'Israël

Moshe GALILI

Liat GLAZER

Pour l'Italie

Carmelo BASSO

Pour la Jamaïque

J. Paul MORGAN

Pour le Japon

Tomoyuki ABE

Pour le Royaume hachémite de Jordanie
Afram JAMAL-DENIAN

Pour la République du Kenya
Bitange NDEMO
Felix MUGABE
John OMO

Pour l'Etat du Koweït
Hameed ALQATTAN
Hend AL-MASOUD
Saleh KHALAF

Pour la République démocratique populaire de Lao
Phommathansy PALAMI

Pour le Royaume du Lesotho
Tseliso MOKELA
Tlali MANOSA

Pour la République de Lettonie
Raimonds BERGMANIS

Pour le Liban
Marwan HAMADE
Abdul-Munhem YOUSSEF
Maurice GHAZAL

Pour la Principauté de Liechtenstein
Kurt BÜHLER

Pour la République de Lituanie
Salauskas VALDEMARAS

Pour le Luxembourg
Anne BLAU

Pour la République de Madagascar
Marcel AIMÉ

Pour la Malaisie
Amarjit S.K. SINGH

Pour le Malawi
Mike KUNTIYA
Berson LIJENDA
Fumbani SICHINGA
Nellie NSEULA

Pour la République des Maldives
Mohamed AMIR
Ilyas AHMED

Pour la République du Mali
Adama KONATE
Idrissa SAMAKE
Diadie TOURÉ
Coulibaly FATIMATA

Pour Malte
Ivan BUGESA

Pour le Royaume du Maroc

Hassan LEBBADI

Pour la République des Iles Marshall

David A. GROSS

Pour la République islamique de Mauritanie

Mohamed Elkory Ould CHEINE

Pour le Mexique

Reynaldo González BUSTAMANTE

Leonel López CELAYA

Pour les Etats fédérés de Micronésie

Sharon D. JAHN

Pour la République de Moldova

Pavel BUCEATCHI

Pour la Principauté de Monaco

Robert FILLON

Pour la Mongolie

Saikhanbileg CHIMED

Pour la République du Monténégro

Jovanovic DEJAN

Pour la République du Mozambique

Luis José REGO

Júlio BUQUE de MIRANDA

Pour l'Union de Myanmar

Tin HTWE

Khin Maung THET

Pour la République de Namibie

Henri KASSEN

Pour le Népal

Ananda Raj KHANAL

Pour Nicaragua

Pablo de la ROCA

Pour la République du Niger

Sory Boubacar ZALIKA

Brah M. BACHIR

Pour la République fédérale du Nigéria

Esther GONDA

F.Y.N. DAUDU

Pour la Norvège

Jens C. KOCH

Pour la Nouvelle-Zélande

Ian HUTCHINGS

David KERSHAW

Pour le Sultanat d'Oman

Saud Bin S. AL-NABHANI

Mohsin A. AL-HAFEEDH

Pour la République de l'Ouganda

Han-Mukasa MULUIRA
Abel KATAHOIRE
Patrick MASAMBU
Godfrey KIBUUKA
Fred OTUNNU
Simon BUGABA
Patrick MWESIGWA
David TURAHI

Pour la République d'Ouzbékistan

Agzam IZBOSAROV

Pour la République islamique du Pakistan

Mirai GULL
Muhammad YOUNIS

Pour la République du Panama

Antonio Fotis TAQUIS

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Kila GULO-VUI

Pour la République du Paraguay

Francisco R. Delgado MÁRQUEZ
Kenji KURAMOCHI

Pour le Royaume des Pays-Bas

Wim RULLENS

Pour la République des Philippines

Ramon P. SALES
Ronald O. SOLIS
Lorenzo G. FORMOSONI
Jorge V. SARMIENTO

Pour la République de Pologne

Bogdan ROZYCKI

Pour le Portugal

José M. da Costa de Souza BARROS
Cristina M. Silva LOURENÇO
Maria José C. Catarino LACERDA
Joana S. FERRADOZA dos SANTOS

Pour l'Etat du Qatar

Mohammed AL-ANSARI

Pour la République arabe syrienne

Nabil KISRAWI
Baker BAKER
Raouf ALEID
Naji ISSA

Pour la République démocratique du Congo

Izanganda Ndoyi TRUDON

Nyambu MUANDA

Mamtobo MEMETUDIA

Manikunda MUSATA

Mutombo KYAMAKOSA

Pour la République kirghize

Baiysh NURMATOV

Pour la République slovaque

Milan MOJS

Eva SUMBALOVA

Pour la République tchèque

Zdenek VOPARIL

Pour la Roumanie

Catalin M. MARINESCU

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Malcolm A. JOHNSON

Jean-Jacques SAHEL

Pour la République du Rwanda

Albert BUTARE

Abraham MAKUZA

Jean-Baptiste MUTABAZI

Peter FULLATON

Shem OCHWDKO

Pour la République de Saint-Marin

Michele GIRI

Federic VALENTINI

Pour l'Etat indépendant du Samoa

Tuaimalo Asamu AH SAM

Gisa Fuatai PURCELL

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

José M. da Costa de Souza BARROS

Cristina M. Silva LOURENÇO

Pour la République du Sénégal

François DASYLVA

Makhtar FALL

Pour la République de Serbie

Dragana CURCIC

Momcilo SIMIC

Branko BERIC

Pour la République de Singapour

Muhammad H. bin Abdul RASHID

Geraldine L. SZE-WEI

Lin S. LIANG

Pour la République de Slovénie

Vizjak ANDREJ

Pour la République démocratique de Somalie
Ahmed Mohamed ADOU

Pour la République du Soudan
Babiker Mohamed SAEED

Pour la République sudafricaine
Lyndall F. SHOPE-MAFOLE

Pour la Suède
Marianne TRESCHOW
Anders FREDERICH

Pour la Confédération suisse
Frederic RIEHL

Pour la République du Suriname
Marjorie Sheila RIESKIN
F.L. PURPERHART

Pour le Royaume du Swaziland
Thembayena A. DLAMINI
Martin DLAMINI

Pour la République-Unie de Tanzanie
Richard E. MARIKI
Goodluck J. ORE-MEDEYE
Elizabeth M. NZAGI
August B. KOWERO
John S. NKOMA
Joseph S. KILONGOLA

Pour la République du Tchad
Haroun M. BADAOUY

Pour la Thaïlande
Kraisorn PORNSUTEE
Chirapa CHITRASWANG

Pour la République togolaise
Massina PALOUKI
Essodessiwe PIKELI

Pour Trinité-et-Tobago
Gilliam MACINTYRE
Shelley-Ann CLARKE-HINDS

Pour la Tunisie
Ridha GUELLOUZ

Pour la Turquie
Tayfun ACARER

Pour l'Ukraine
Petro YATSUK

Pour la République orientale de l'Uruguay
Juan José CAMELO
Osvaldo NOVOA

Pour la République bolivarienne du Venezuela

L. MACC ADAN

Pour la République socialiste du Viet Nam

Quan Duy NGAN HA

Pour la République du Yémen

Abdullah A. LHAMAMI

Omer ALI

Mohammad A. AL-KHAWI

Pour la République de Zambie

Peter TEMBO

Pour la République du Zimbabwe

Paul NYON

*

INSTRUMENT D'AMENDEMENT
à la Convention de l'Union internationale des Télécommunications

(Genève, 1992)

telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994),
 par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998)
 et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002)
 (Amendements adoptés par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006))

CONVENTION DE L'UNION INTERNATIONALE
DES TELECOMMUNICATIONS*

(Genève, 1992)

PARTIE I

Avant-propos

En vertu et en application des dispositions pertinentes de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002), et notamment des dispositions de son article 42, la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Antalya, 2006) a adopté les amendements ci-après à la Convention précitée:

CV/Art. 2

Chapitre I – Fonctionnement de l'Union

Section 1

Article 2

Elections et questions connexes

Fonctionnaires élus

MOD 13

1 Le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les directeurs des Bureaux prennent leurs fonctions à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonction jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires suivante et ne sont rééligibles qu'une fois au même emploi. Le terme rééligible signifie qu'il n'est possible d'effectuer qu'un second mandat, que celui-ci soit consécutif ou non au premier.

Membres du Comité du Règlement des radiocommunications

MOD 20

1 Les membres du Comité du Règlement des radiocommunications prennent leurs fonctions aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires au moment de leur élection. Ils restent en fonction jusqu'aux dates fixées par la Conférence de plénipotentiaires suivante, et ne sont rééligibles qu'une fois. Le terme rééligible signifie qu'il n'est possible d'effectuer qu'un second mandat, que celui-ci soit consécutif ou non au premier.

CV/Art. 4

Section 2

Article 4

Le Conseil

SUP 58

MOD 60B

PP-02

9ter) Sous réserve des conditions fixées par le Conseil, y compris en ce qui concerne le nombre et les modalités de leur désignation, les Membres des Secteurs peuvent assister en qualité d'observateurs aux séances du Conseil, de ses commissions et de ses groupes de travail.

* Les instruments fondamentaux de l'Union (Constitution et Convention) doivent être considérés comme étant rédigés dans un langage non sexospécifique.

MOD 73
PP-98
PP-02

- 7) examine et arrête le budget biennal de l'Union et examine le budget prévisionnel (inclus dans le rapport de gestion financière élaboré par le Secrétaire général conformément au numéro 101 de la présente Convention) pour le cycle de deux ans suivant un exercice budgétaire donné, compte tenu des décisions de la Conférence de plénipotentiaires concernant le numéro 50 de la Constitution et des limites financières fixées par ladite Conférence conformément aux dispositions du numéro 51 de la Constitution; il réalise toutes les économies possibles, mais garde à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible. Ce faisant, le Conseil tient compte des priorités fixées par la Conférence de plénipotentiaires, telles qu'elles sont exposées dans le plan stratégique de l'Union, des vues du Comité de coordination exposées dans le rapport du Secrétaire général dont il est question au numéro 86 de la présente Convention, et du rapport de gestion financière mentionné au numéro 101 de la présente Convention. Le Conseil procède à un examen annuel des recettes et des dépenses afin d'effectuer, au besoin, des ajustements conformément aux résolutions et aux décisions de la Conférence de plénipotentiaires;

CV/Art. 5

MOD 80
PP-94

- 14) est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 49 et 50 de la Constitution. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 50 de la Constitution et aux numéros 269B et 269C de la présente Convention et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément à la disposition pertinente de l'article 8 de la Constitution;

Section 3

Article 5

Secrétariat général

MOD 96

- m) prépare des recommandations pour la première réunion des chefs de délégation mentionnée au numéro 49 des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union, en tenant compte des résultats des consultations régionales éventuelles;

MOD 100
PP-98

- q) après consultation du Comité de coordination et après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil un projet de budget biennal couvrant les dépenses de l'Union en tenant compte des limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires. Ce projet de budget se compose d'un budget global contenant des informations relatives au budget fondé sur les coûts et axé sur les résultats pour l'Union, établi conformément aux directives budgétaires émanant du Secrétaire général et comprenant deux versions. Une version correspond à une croissance zéro de l'unité contributive, l'autre à une croissance inférieure ou égale à toute limite fixée par la Conférence de plénipotentiaires, après prélèvement éventuel sur le compte de provision. La résolution relative au budget, après approbation par le Conseil, est transmise pour information à tous les Etats Membres;

CV/Art. 6

MOD 105

La modification ne concerne pas la version française.

Section 4

Article 6

Comité de coordination

MOD 111
PP-02

- 4 Un rapport sur les travaux du Comité de coordination est établi et mis à la disposition des Etats Membres.

*Section 5 – Secteur des radiocommunications**Article 12***Bureau des radiocommunications****MOD 178****PP-98**

- b) échange avec les Etats Membres et les Membres du Secteur des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et tient à jour les documents et les bases de données du Secteur des radiocommunications et prend toutes mesures utiles avec le Secrétaire général, selon qu'il est nécessaire, pour qu'ils soient publiés dans les langues de l'Union conformément au numéro 172 de la Constitution;

CV/Art. 15

*Section 6 – Secteur de la normalisation des télécommunications**Article 15***Bureau de la normalisation des télécommunications****MOD 203****PP-98**

- d) échange avec les Etats Membres et les Membres du Secteur des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et au besoin tient à jour les documents et les bases de données du Secteur de la normalisation des télécommunications et prend les mesures voulues avec le Secrétaire général, selon qu'il est nécessaire, pour qu'ils soient publiés dans les langues de l'Union conformément au numéro 172 de la Constitution;

*Section 7 – Secteur du développement des télécommunications**Article 16***Conférences de développement des télécommunications****MOD 209**

- a) les conférences mondiales de développement des télécommunications établissent des programmes de travail et des directives afin de définir les questions et priorités relatives au développement des télécommunications et donnent des orientations au Secteur du développement des télécommunications pour son programme de travail. Elles décident, au vu des programmes de travail mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes ou d'en créer de nouvelles et attribuent à chacune d'elles les questions à étudier;

CV/Art. 17A

*Article 17A***Groupe consultatif pour le développement des télécommunications****MOD 215C**

- 1 Le Groupe consultatif pour le développement des télécommunications est ouvert à la participation des représentants des administrations des Etats Membres et des représentants des Membres du Secteur ainsi que des présidents et vice-présidents des commissions d'études et autres groupes, et agit par l'intermédiaire du directeur.

*Article 18***Bureau de développement des télécommunications****MOD 220**

- c) échange avec les membres des données sous une forme accessible en lecture automatique et sous d'autres formes, établit et, au besoin, tient à jour les documents et les bases de données du Secteur du développement des télécommunications et prend les mesures voulues avec le Secrétaire général, le cas échéant, pour qu'ils soient publiés dans les langues de l'Union, conformément au numéro 172 de la Constitution;

*Section 8 – Dispositions communes aux trois Secteurs**Article 19****Participation d'entités et organisations autres que les administrations aux activités de l'Union*****(MOD) 235**

5 Toute demande de participation aux travaux d'un Secteur formulée par une entité ou organisation mentionnée au numéro 231 ci-dessus (à l'exception des organisations visées aux numéros 269B et 269C de la présente Convention) est transmise au Secrétaire général et traitée conformément aux procédures établies par le Conseil.

CV/Art. 21

(MOD) 236

6 Toute demande de participation aux travaux d'un Secteur formulée par une organisation mentionnée aux numéros 269B à 269D de la présente Convention est transmise au Secrétaire général, et l'organisation intéressée est inscrite sur les listes mentionnées au numéro 237 ci-dessous.

(MOD) 237**PP-98**

7 Le Secrétaire général établit et tient à jour, pour chaque Secteur, des listes de toutes les entités et organisations visées aux numéros 229 à 231 ainsi qu'aux numéros 269B à 269D de la présente Convention qui sont admises à participer aux travaux des Secteurs. Il publie chacune de ces listes à des intervalles appropriés, et les porte à la connaissance de tous les Etats Membres et Membres des Secteurs concernés et du directeur du Bureau intéressé. Ce directeur fait connaître aux entités et organisations concernées la suite qui a été donnée à leur demande et en informe les Etats Membres intéressés.

MOD 240**PP-98**

10 Tout Membre d'un Secteur a le droit de dénoncer sa participation par une notification adressée au Secrétaire général. Cette participation peut également être dénoncée, le cas échéant, par l'Etat Membre concerné ou, dans le cas du Membre de Secteur approuvé conformément au numéro 234C ci-dessus, selon les critères et les procédures arrêtés par le Conseil. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour de réception de la notification par le Secrétaire général.

*Article 21****Recommandations adressées par une conférence à une autre conférence*****(MOD) 251**

2 Ces recommandations sont adressées en temps utile au Secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 44 des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union.

CV/Art. 23

Chapitre II – Dispositions particulières concernant les conférences et les assemblées*Article 23***PP-02*****Admission aux Conférences de plénipotentiaires*****MOD 269****PP-94****PP-02**

d) les observateurs des organisations, institutions et entités suivantes, qui peuvent participer à titre consultatif:

MOD 269**PP-02**

e) les observateurs des Membres des Secteurs visés aux numéros 229 et 231 de la présente Convention.

Article 24

PP-02***Admission aux conférences des radiocommunications*****MOD 278****PP-02**

- b) les observateurs des organisations et des institutions visées aux numéros 269A à 269D de la présente Convention, qui peuvent participer à titre consultatif;

MOD 279**PP-02**

- c) les observateurs d'autres organisations internationales invitées conformément aux dispositions pertinentes du chapitre I des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union, qui peuvent participer à titre consultatif;

MOD 280**PP-98**

- d) les observateurs des Membres du Secteur des radiocommunications;

CV/Art. 25

Article 25

PP-98**PP-02*****Admission aux assemblées des radiocommunications, aux assemblées mondiales de normalisation des télécommunications et aux conférences de développement des télécommunications*****ADD 296bis**

- b) les représentants des Membres de Secteur concernés;

MOD 297**PP-02**

- c) les observateurs, qui peuvent participer à titre consultatif:

ADD 297bis

- i) des organisations et des institutions visées aux numéros 269A à 269D de la présente Convention;

SUP 298A**SUP 298B****(MOD)****298C****PP-02**

- ii) toute autre organisation régionale, ou autre organisation internationale, s'occupant de questions qui intéressent l'assemblée ou la conférence.

SUP 298D**SUP 298E****SUP* 298F**

Chapitre IV – Autres dispositions*Article 33***Finances****MOD 468****PP-98**

- 1) L'échelle dans laquelle chaque Etat Membre, sous réserve des dispositions du numéro 468A ci-dessous, ou Membre de Secteur, sous réserve des dispositions du numéro 468B ci-dessous, choisit sa classe de contribution, conformément aux dispositions pertinentes de l'article 28 de la Constitution, est la suivante:
- | | |
|---------------------|-----------------------|
| classe de 40 unités | classe de 8 unités |
| classe de 35 unités | classe de 6 unités |
| classe de 30 unités | classe de 5 unités |
| classe de 28 unités | classe de 4 unités |
| classe de 25 unités | classe de 3 unités |
| classe de 23 unités | classe de 2 unités |
| classe de 20 unités | classe de 1 1/2 unité |
| classe de 18 unités | classe de 1 unité |
| classe de 15 unités | classe de 1/2 unité |
| classe de 13 unités | classe de 1/4 unité |
| classe de 11 unités | classe de 1/8 unité |
| classe de 10 unités | classe de 1/16 unité |

MOD 476**PP-94****PP-98****PP-02**

- 1) Les organisations visées aux numéros 269A à 269E de la présente Convention et d'autres organisations également indiquées au Chapitre II de cette même Convention (sauf si elles ont été exonérées par le Conseil, sous réserve de réciprocité) et les Membres des Secteurs visés au numéro 230 de la présente Convention qui participent, conformément aux dispositions de la présente Convention, à une Conférence de plénipotentiaires, à une conférence, à une assemblée ou à une réunion d'un Secteur de l'Union, ou à une conférence mondiale des télécommunications internationales, contribuent aux dépenses des conférences, assemblées et réunions auxquelles ils participent en fonction du coût de ces conférences et réunions et conformément au Règlement financier. Toutefois, les Membres des Secteurs ne contribueront pas spécifiquement aux dépenses liées à leur participation à une conférence, une assemblée ou une réunion de leur Secteur respectif, sauf dans le cas des conférences régionales des radiocommunications.

(MOD) 480A**PP-98**

- 5bis) Lorsqu'un Membre de Secteur contribue aux dépenses de l'Union conformément au numéro 159A de la Constitution, le Secteur au titre duquel la contribution est versée devrait être identifié.

ADD 480B

- 5ter) Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil peut autoriser une réduction du nombre d'unités contributives lorsqu'un Membre de Secteur en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe initialement choisie.

ANNEXE

**Définition de certains termes employés dans la présente
Convention et dans les Règlements administratifs de l'Union
internationale des télécommunications**

MOD 1002**PP-94****PP-98**

Observateur. Personne envoyée par un Etat Membre, une organisation, une institution ou une entité pour assister à une conférence, une assemblée ou une réunion de l'Union ou au Conseil, sans droit de vote et conformément aux dispositions pertinentes des textes fondamentaux de l'Union.

PARTIE II

Date d'entrée en vigueur*

Les amendements contenus dans le présent instrument entreront en vigueur, dans leur totalité et sous la forme d'un seul instrument le 1^{er} janvier 2008, entre les Etats Membres qui seront alors parties à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent instrument ou d'adhésion à celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé l'original du présent instrument d'amendement à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002).

FAIT à Antalya, le 24 novembre 2006

*

DECLARATIONS ET RESERVES**D/R - 1**

DECLARATIONS ET RESERVES
faites à la fin de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union
internationale des télécommunications

(Antalya, 2006)**

En signant le présent document, qui fait partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006), les plénipotentiaires soussignés confirment qu'ils ont pris acte des déclarations et réserves suivantes faites à la fin de la Conférence.

51

Original: anglais/français/espagnol

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la République de Bulgarie, la République de Chypre, le Danemark, l'Espagne, la République d'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la République de Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Slovénie et la Suède:

Les délégations des Etats Membres de l'Union européenne et des pays adhérents, la Bulgarie et la Roumanie, déclarent que les Etats Membres de l'Union européenne et les pays adhérents, la Bulgarie et la Roumanie, appliqueront les instruments adoptés par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006) conformément à leurs obligations découlant du Traité instituant la Communauté européenne.

73

Original: anglais/français/espagnol

Pour la République fédérale d'Allemagne, la Principauté d'Andorre, l'Autriche, la République azerbaïdjanaise, la Belgique, la République de Bulgarie, la République de Chypre, l'Etat de la Cité du Vatican, la République de Croatie, le Danemark, la République d'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la République de Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la République de Lettonie, la Principauté de Liechtenstein, la République de Lituanie, le Luxembourg, Malte, la République de Moldova, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Serbie, la Suède, la Confédération suisse et la Turquie:

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006), les délégations des pays mentionnés déclarent formellement qu'elles maintiennent les déclarations et réserves que leurs pays respectifs ont formulées lors de la signature des Actes finals des précédentes conférences de l'Union habilitées à conclure des traités comme si elles les avaient formulées intégralement à la présente Conférence de plénipotentiaires.

98

Original: anglais/français/espagnol

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République de Chypre, la République de Croatie, le Danemark, la République d'Estonie, la Finlande, la France, la République de Hongrie, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Serbie, la République de Slovénie, la Suède, la Confédération suisse et la Turquie:

* *Note du Secrétariat général:* Les signatures qui suivent l'instrument d'amendement de la Convention (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) et par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) sont les mêmes que celles qui figurent aux pages 8 à 16.

** *Note du Secrétariat général –* Les textes des déclarations et réserves sont présentés dans l'ordre chronologique de leur dépôt.
Dans la table des matières, ces textes sont classés dans l'ordre alphabétique français des noms des Etats Membres dont ils émanent.

Les délégations des Etats susmentionnés se réfèrent à la déclaration faite par la République de Colombie (58), dans la mesure où cette déclaration et tout autre texte analogue se rapportent à la déclaration de Bogota en date du 3 décembre 1976, émise par les pays équatoriaux, ainsi qu'aux prétentions de ces pays à exercer des droits souverains sur certaines portions de l'orbite des satellites géostationnaires, et considèrent que ces prétentions ne peuvent être reconnues par la présente Conférence.

Les délégations susnommées tiennent également à déclarer que la référence, dans l'article 44 de la Constitution, à «la situation géographique de certains pays», ne vaut pas reconnaissance de la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

106

Original: anglais

Pour le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Japon, le Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Slovaquie, la Suède:

Les délégations des Etats susmentionnés se réfèrent aux déclarations faites par la République de Colombie (58), le Mexique (34) et l'Equateur (55), dans la mesure où ces déclarations et tout autre texte analogue se rapportent à la Déclaration de Bogota en date du 3 décembre 1976, émise par les pays équatoriaux, ainsi qu'aux prétentions de ces pays à exercer des droits souverains sur certaines portions de l'orbite des satellites géostationnaires, ou à toutes autres prétentions connexes, et considèrent que ces prétentions ne peuvent être reconnues par la présente Conférence.

Les délégations susnommées tiennent également à déclarer que la référence, dans l'article 44 de la Constitution, à «la situation géographique de certains pays», ne vaut pas reconnaissance de la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

*

INSTRUMENTS D'AMENDEMENT à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des Télécommunications

(Genève, 1992)

telles qu'amendées par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994),
par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998)
par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002)
et par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006)

CS/Art. 28

Chapitre V – Autres dispositions relatives au fonctionnement de l'Union

Article 28

Finances de l'Union

MOD 165 PP-98

5 Lorsqu'il choisit sa classe de contribution, un Etat Membre ne doit pas la réduire de plus de 15 pour cent du nombre d'unités choisies par cet Etat Membre pour la période précédant la réduction, en arrondissant le montant à la valeur inférieure la plus proche dans l'échelle des unités contributives pour les classes de trois unités ou plus; ou d'une classe de contribution au maximum pour les classes inférieures à trois unités. Le Conseil doit lui indiquer les modalités de mise en œuvre progressive de cette réduction dans l'intervalle entre les Conférences de plénipotentiaires. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, telles que des catastrophes naturelles nécessitant le lancement de programmes d'aide internationale, la Conférence de plénipotentiaires peut autoriser une réduction plus importante du nombre d'unités contributives lorsqu'un Etat Membre en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe initialement choisie.

PARTIE II

Date d'entrée en vigueur

Les amendements contenus dans le présent instrument entreront en vigueur, dans leur totalité et sous la forme d'un seul instrument, le 1^{er} janvier 2012, entre les Etats Membres qui seront alors parties à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent instrument ou d'adhésion à celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé l'original du présent instrument d'amendement à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998), par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) et par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006).

FAIT à Guadalajara, 22 octobre 2010

Pour l'Afghanistan

Baryalai HASSAM
Abdul Wakil SHERGUL
Nader Shah ARIAN

Pour la République d'Albanie

Genc POLLO
Gjergji GJINKO
Alketa MUKAVELATI
Benon PALOKA

Pour la République algérienne démocratique et populaire

Mohamed BAÏT

Pour la République fédérale d'Allemagne

Peter VOSS

Pour la Principauté d'Andorre

Michele GIRI

Pour la République d'Angola

Pedro Sebastião TETA
António Bastos José DIAS
António Pedro BENGÉ
Domingos Pedro ANTÓNIO

Pour le Royaume d'Arabie saoudite

Mohammed Jamil AL-MULLA
Fareed Yousef KHASHOGGI
Habeeb K. AL-SHANKITI
Abdullah A. AL-DARRAB
Majed M. AL-MAZYED

Pour la République Argentine

Facundo FERNÁNDEZ BEGNI

Pour la République d'Arménie

Albert NALBANDIAN

Pour l'Australie

Brenton D. THOMAS
Jason Campbell Mein ASHURST

Pour l'Autriche

Christian SINGER
Susanna WÖLFER

Pour la République Azerbaïdjanaise

Ilgar MUKHTAROV

Pour le Commonwealth des Bahamas

Reginald BOURNE

Pour le Royaume de Bahreïn

Jameel J. GHAZWAN
Sayed Kamel ALI MAHFOODH

Pour la République populaire du Bangladesh

Sunil Kanti BOSE

Hasan Mahmood DELWAR

Shameem AL MAMUN

Md. Mohsin UL ALAM

Md. Abdul HALIM

Md. Rakibul HASSAN

Md. Mahboob AHMED

Md. Rezaul QUADER

Pour la Barbade

Reginald BOURNE

Pour la Belgique

Guido POUILLON

Etienne DEFRANCE

Pour le Belize

Rosendo Antonio URBINA

Pour la République du Bénin

Wilfrid A. Serge MARTIN

Pour le Royaume du Bhoutan

Phuntsho TOBGAY

Pour l'Etat plurinational de Bolivie

Waldo REINAGA JOFFRE

Pour la Bosnie-Herzégovine

Zeljko KNEZEVIC

Pour la République du Botswana

Thari Gilbert PHEKO

Martin MOKGWARE

Twoba Boikaego KOONTSE

Cecil Otukile MASIGA

Godfrey RADJENG

Tshoganetso KEPALETWE

Boitshepo Maphoi KOMANYANE

Pour la République fédérative du Brésil

Jefferson Fued NACIF

Pour le Brunéi Darussalam

Haji Zaini HAJI PUNGUT

Siti Nor I. Hasyati ROSLI

Pour la République de Bulgarie

Andreana R. ATANASOVA

Pour le Burkina Faso

Lamoussa OUALBEOGO

Pour la République du Burundi

Concilie NIBIGIRA

Pour le Royaume du Cambodge

Khun SO

Pour la République du Cameroun

Jean-Pierre BIYITI BI ESSAM
 Paulette ABENKOU EBA'A
 Jean-Louis BEH MENGUE
 Julien BARA
 Jean-Claude TCHOULACK
 Suzy F. V. OWONA NOAH
 Pierre MOUNDOU
 Lucien NANA YOMBA
 Calvin D. BANGA MBOM
 Aboubakar ZOURMBA

Pour le Canada

Kathy FISHER
 Bruce A. GRACIE

Pour la République du Cap-Vert

David GOMES

Pour la République Centrafricaine

Thierry Savonarole MALEYOMBO
 Paul Vincent MARBOUA
 V. Nadege Carla DEA-KOFFEMBA
 Syntiche NALIMBI

Pour le Chili

Catalina ACHERMANN U.

Pour la République populaire de Chine

Yonghong ZHAO

Pour la République de Chypre

Eleftherios PILAVAKIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican

Sandro PIERVENANZI

Pour la République du Congo

Dieudonne BABAKISSINA
 Alain Bernard EWENGUE

Pour la République de Corée

Kyu-Jin WEE
 Keounghee LEE

Pour le Costa Rica

Allan RUÍZ MADRIGAL

Pour la République de Côte d'Ivoire

Dadie Roger DÉDÉ
 Aline MOULARÉ N'DAKON
 Simon KOFFI
 Yapi ATSÉ
 Kakou BI KANVOLI
 Heracles Maye ASSOKO

Pour la République de Croatie

Kreso ANTONOVIĆ
 Drazen LUCIĆ

Pour Cuba

Carlos Martínez ALBUERNE
Wilfredo LÓPEZ RODRÍGUEZ

Pour le Danemark

Peter H. PEDERSEN
Christine MÜLLER ANDREASSEN

Pour la République de Djibouti

Hussein Ahmed HERSI

Pour la République Dominicaine

Sócrates MARTÍNEZ DE MOYA
Javier GARCÍA
Paola J. M. TORRES

Pour la République arabe d'Égypte

Karim ABDELGHANI

Pour la République d'El Salvador

Óscar Atilio ESTRADA VALLE

Pour les Emirats arabes unis

Tariq AL AWADHI
Nasser BIN HAMMAD
Saad HASSAN
Nasser AL MARZOUQI
Mohammad AL MAZROUEI

Pour l'Équateur

Javier VÉLIZ MADINYÁ

Pour l'Espagne

Bernardo LORENZO ALMENDROS
Marta CIMAS HERNANDO
Blanca González GONZÁLEZ
Bárbara FUERTES GONZÁLEZ
Laura PÉREZ MARTOS
Ruth DEL CAMPO BÉCARES

Pour la République d'Estonie

Mart LAAS

Pour les États-Unis d'Amérique

Philip VERVEER

Pour la République fédérale démocratique d'Éthiopie

Balcha REBA

Pour la Fédération de Russie

Igor SHCHEGOLEV

Pour la République de Fidji

Elizabeth Anne POWELL

Pour la Finlande

Petri LEHIKONEN
Mervi KULTAMAA
Risto VÄINÄMÖ

Pour la France
Benoît BLARY
Arnaud MIQUEL
Marie-Thérèse ALAJOUANINE

Pour la République Gabonaise
Laure Olga GONDJOUT
Lin MOMBO
Claude AHAVI
Stanislas OKOUMA LEKHOUYI
Edgard Brice PONGA
Fabien MBENG EKOGBA
Jacques EDANE NKWELE
Bernard LIMBONDZI
Florence L-K BIBENDA

Pour la République de Gambie
Alhaji A. CHAM

Pour le Ghana
Yahaya ISSAH

Pour la Grèce
Nissim BENMAYOR
Vassilios CASSAPOGLOU
Elena PLEXIDA

Pour la République du Guatemala
Rodrigo ROBLES FLORES

Pour la République de Guinée
Talibé DIALLO
Mamadou Pathé BARRY
Mamadou Cellou DIALLO

Pour la Guyane
Cris SEECHERAN

Pour la République du Honduras
Lidia Estela CARDONA PADILLA
Gelbin Rafael PONCE

Pour la République de Hongrie
Emilia ULELAY

Pour la République de l'Inde
R. N. JHA
Anuraag KOCHAR
P. K. GARG
Asit KADAYAN
Sadhana DIKSHIT
R. K. GUPTA
Manharsinh YADAV

Pour la République d'Indonésie
Tifatul SEMBIRING
Ikhsan BAIDIRUS

Pour la République islamique d'Iran

Samad MOEMEN BELLAH

Pour la République d'Iraq

Amir KHADR

Pour l'Irlande

Cathy O'CONNOR

Pour l'Islande

Ari JOHANNSSON

Pour l'Etat d'Israël

Eden BAR TAL

Naama HENIG

Ron ADAM

Nati SCHUBERT

Liat GLAZER

Pour l'Italie

Luciano BALDACCI

Pour la Jamaïque

Clive MULLINGS

Pour le Japon

Masaaki ONO

Pour le Royaume hachémite de Jordanie

Al-Ansari M. ALMASHAKBEH

Pour la République du Kazakhstan

Karlygash MAUTENBAYEVA

Pour la République du Kenya

Charles J. K. NJOROGÉ

Pour le Royaume du Lesotho

Tseliso MOKELA

Pour la République de Lettonie

Uldis REIMANIS

Pour le Liban

Charbel NAHAS

Nouhad MAHMOUD

Imad HOBALLAH

Maurice GHAZAL

Pour la République du Libéria

Jeremiah C. SULUNTEH

Angélique WEEKS

Lamini A. WARITAY

Sekou M. KROMAH

Pour la Principauté de Liechtenstein

Kurt BÜHLER

Pour la République de Lituanie

Rimvydas VASTAKAS

Pour le Luxembourg

Anne BLAU

Pour la Malaisie

Mohd Ali BIN MOHAMAD NOR

Pour le Malawi

Willie KAMANGA

Esther NG'ONG'OLA

Ben CHITSONGA

Pour la République du Mali

Mariam Flantié Diallo DIARRA

M'Bodji Sène DIALLO

Choguel K. MAÏGA

Claude Sama TOUNKARA

Moussa OUATTARA

Adama KONATÉ

Pour le Royaume du Maroc

Mustapha BESSI

Mohammed HAMMOUDA

Brahim KHADIRI

Farid LAABOUDI

Hassan TALIB

Noureddine LASFAR

Rachid EL MOUTARAJJI

Pour le Mexique

Héctor OLAVARRÍA TAPIA

Pour les Etats fédérés de Micronésie

Jolden J. JOHNNYBOY

Pour la République de Moldova

Veaceslav PASCAL

Pour la Principauté de Monaco

Robert FILLON

Pour le Monténégro

Srdjan MIHALJEVIC

Pour la République du Mozambique

Americo F. MUCHANGA

Hilário J. L. TAMELE

Francisco X. GIROTH

Pour la République de Namibie

Stanley SIMATAA

Henry J. KASSEN

Theodorus G. KLEIN

Pour la République fédérale démocratique du Népal

Narayan Prasad REGMI

Pour le Nicaragua

Jose Pablo DE LA ROCA

Pour la République du Niger
Abdoulkarim SOUMAÏLA

Pour la République fédérale du Nigéria
Kilyobas Nyobanga BINGA
Okechukwu ITANYI
Nnena O. KALU-UKOHA

Pour la Norvège
Ottar OSTNES
Christina CHRISTENSEN

Pour la Nouvelle-Zélande
Ian R. HUTCHINGS
Tracey ELIZABETH BLACK
Keith DAVIDSON

Pour le Sultanat d'Oman
Ali Mohamed A. AL-FARSI

Pour la République de l'Ouganda
Abel KATAHOIRE
Patrick MWESIGWA
Geoffrey SSEBUGGWAWO
Irene KAGGWA-SEWANKAMBO
Joanita NAMPEWO

Pour la République d'Ouzbékistan
Asror ISHANKHODJAEV

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée
Kila GULO-VUI

Pour la République du Paraguay
Ladislao MELLO
Nicolás EVERS
Carlos M. GALEANO DAGOGLIANO

Pour le Royaume des Pays-Bas
Wim RULLENS

Pour le Pérou
Jose D. HURTADO FUDINAGA

Pour la République des Philippines
Priscilla F. DEMITION
Nestor S. BONGATO

Pour la République de Pologne
Anna E. NIEWIADOMSKA
Justyna ROMANOWSKA

Pour le Portugal
Cristina LOURENÇO
Joana SANTOS
Manuel DA COSTA CABRAL

Pour l'Etat du Qatar
Hassan J. AL-SAYED
Azhari NUREDDEEN

Pour la République arabe syrienne

Imad SABOUNI

Nadhim BAHAS

Mohammad AL JALALI

Pour la République kirghize

Baiysh NURMATOV

Pour la République populaire démocratique de Corée

Ri JUNG WON

Kyong IL SO

Pour la République slovaque

Jan HUDACKÝ

Jaroslav BLASKO

Viliam PODHORSKÝ

Pour la République tchèque

Pavel DVORÁK

Pour la Roumanie

Aurelian Sorinel CALINCIUC

Ionela ANDRISOI

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Nigel HICKSON

Chris WOOLFORD

Paul REDWIN

Pour la République du Rwanda

Ignace GATARE

Abraham MAKUZA

Charles SEMAPONDO

Vijayakumar KUPPUSAMY

Pour la République de Saint-Marin

Michele GIRI

Federico VALENTINI

Pour l'État indépendant du Samoa

Ian R. HUTCHINGS

Tracey Elizabeth BLACK

Pour la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

Jeferson FUED NACIF

Pour la République du Sénégal

François DA SYLVA

El Hadji MODA SEYE

Pour la République de Serbie

Jasna MATIĆ

Irena POSIN

Irina RELJIN

Vladimir STANKOVIĆ

Momcilo SIMIĆ

Pour la République de Singapour

Aileen CHIA
Ka Wei HO
Charmaine CHUA

Pour la République de Slovénie

Joze UNK

Pour la République démocratique Somalie

Ahmed M. ADEN

Pour la République du Soudan

Mohamed Abdelmagid ELSADIG

Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka

Satyaloka S. SAHABANDU
Hapuarachchige P. KARUNARATHNA
Jagath K. B. RATHNAYAKE
Manodha N. GAMAGE

Pour la République Sudafricaine

Siphiwe NYANDA

Pour la Suède

Anders JONSSON

Pour la Confédération suisse

Frederic RIEHL
Hassane MAKKI

Pour le Royaume du Swaziland

Mandla D. S. MOTSA

Pour la République-Unie de Tanzanie

John S. NKOMA
Elizabeth M. NZAGI
Joseph S. KILONGOLA
Fortunata B. K. MDACHI
Alinanuswe A. KABUNGO
Vitctor NKYA
Violet ESEKO
Innovent P. M. MUNGY

Pour la République du Tchad

Ndjerabe NDJEKOUNDADE

Pour la Thaïlande

Thaneerat SIRIPHACHANA

Pour la République démocratique du Timor-Leste

Nicolau SANTOS CELESTINO

Pour la République Togolaise

Palouki MASSINA
Kossivi DOKOUE
Essodessewe PIKELI

Pour le Royaume des Tonga

Paula Pouvalu MA'U

Pour Trinité-et-Tobago
Shelley-Ann CLARKE-HINDS
Cris SEECHERAN

Pour la Tunisie
Ali GHODBANI
Moez CHAKCHOUK

Pour la Turquie
Ahmet Erdinç CAVUSOGLU

Pour l'Ukraine
Olena DOVHALENKO

Pour la République orientale de l'Uruguay
Fernando FONTÁN MARTÍNEZ
Eugenio LLOVET METHOL

Pour la République bolivarienne du Venezuela
Alcides GONZÁLEZ

Pour la République socialiste du Viet Nam
Quan Duy NGAN HA

Pour la République du Yémen
Kamal Hassan MOHAMMAD
Omer Awadh O. ALI

Pour la République de Zambie
Luwani SOKO

Pour la République du Zimbabwe
Partson I. MBIRIRI

**INSTRUMENT D'AMENDEMENT
à la Convention de l'Union internationale des Télécommunications**

(Genève, 1992)

telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994),
par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998),
par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002),
et par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006)
(Amendements adoptés par la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010))

**CONVENTION DE L'UNION INTERNATIONALE
DES TELECOMMUNICATIONS***

(Genève, 1992)

PARTIE I

Avant-propos

En vertu et en application des dispositions pertinentes de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998), par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) et par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006), et notamment des dispositions de son article 42, la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Guadalajara, 2010) a adopté les amendements ci-après à la Convention précitée:

CV/Art. 33

Chapitre IV – Autres dispositions

Article 33

Finances

MOD 468

PP-98

PP-06

- 1) 1) L'échelle dans laquelle chaque Etat Membre, sous réserve des dispositions du numéro 468A ci-dessous, ou Membre de Secteur, sous réserve des dispositions du numéro 468B ci-dessous, choisit sa classe de contribution, conformément aux dispositions pertinentes de l'article 28 de la Constitution, est la suivante:
A partir de la classe de 40 unités:
jusqu'à la classe de 2 unités par palier d'une unité
En dessous de la classe de 2 unités comme suit:
classe de 1 1/2 unité
classe de 1 unité
classe de 1/2 unité
classe de 1/4 unité
classe de 1/8 unité
classe de 1/16 unité

PARTIE II

Date d'entrée en vigueur

Les amendements contenus dans le présent instrument entreront en vigueur, dans leur totalité et sous la forme d'un seul instrument le 1^{er} janvier 2012, entre les Etats Membres qui seront alors parties à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et qui auront déposé avant cette date leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent instrument ou d'adhésion à celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé l'original du présent instrument d'amendement à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) telle qu'amendée par la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994), par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998), par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) et par la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006).

FAIT à Guadalajara, 22 Octobre 2010

*

* Les instruments fondamentaux de l'Union (Constitution et Convention) doivent être considérés comme étant rédigés dans un langage non sexospécifique.

DECLARATIONS ET RESERVES

faites à la fin de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications

(Guadalajara, 2010)*

En signant le présent document, qui fait partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010), les Plénipotentiaires soussignés confirment qu'ils ont pris acte des déclarations et réserves suivantes faites à la fin de la Conférence.

*

23

Original: anglais/français/espagnol

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la République de Bulgarie, la République de Chypre, le Danemark, l'Espagne, la République d'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la République de Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Slovénie et la Suède:

Les délégations des Etats Membres de l'Union européenne déclarent que les Etats Membres de l'Union européenne appliqueront les instruments adoptés par la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010) conformément à leurs obligations découlant du Traité sur l'Union européenne et du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

39

Original: anglais/français/espagnol

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la République de Bulgarie, l'Etat de la Cité du Vatican, la République de Chypre, la République de Croatie, le Danemark, l'Espagne, la République d'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la République de Hongrie, l'Islande, l'Italie, la République de Lettonie, la Principauté de Liechtenstein, la République de Lituanie, le Luxembourg, la République du Monténégro, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Saint-Marin, la République de Slovénie, la Suède, la Confédération suisse et la Turquie:

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010), les délégations des pays mentionnés déclarent formellement qu'elles maintiennent les déclarations et réserves que leurs pays respectifs ont formulées lors de la signature des Actes finals des précédentes conférences de l'Union habilitées à conclure des traités comme si elles les avaient formulées intégralement à la présente Conférence de plénipotentiaires.

85

Original: anglais

Pour la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la République de Bulgarie, le Canada, la République de Croatie, le Danemark, la République d'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, la République de Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, la République de Lettonie, la Principauté de Liechtenstein, la République de Lituanie, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle Zélande, le Royaume des Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Slovénie, la Suède, la Confédération suisse et la Turquie:

Les délégations des Etats susmentionnés se réfèrent à la déclaration faite par le Mexique (70), dans la mesure où cette déclaration et tout autre texte analogue se rapportent à la Déclaration de Bogota en date du 3 décembre 1976, formulée par les pays équatoriaux, ainsi qu'aux revendications de ces pays concernant l'exercice de droits souverains sur certaines portions de l'orbite des satellites géostationnaires, ou à toutes autres revendications connexes, et considèrent que ces revendications ne peuvent être reconnues par la présente Conférence.

Les délégations susnommées tiennent également à déclarer que la référence, dans l'article 44 de la Constitution, à «la situation géographique de certains pays», ne vaut pas reconnaissance de la revendication de droits préférentiels quelconques sur l'orbite des satellites géostationnaires.

* Note du Secrétariat général – Les textes des déclarations et réserves sont présentés dans l'ordre chronologique de leur dépôt. Dans la table des matières, ces textes sont classés dans l'ordre alphabétique des noms des Etats Membres dont ils émanent.